

à moins de 100 millions de dollars; l'an dernier, elles étaient vingt fois plus importantes, totalisant plus de 2.2 milliards de dollars. L'augmentation des importations canadiennes en provenance du Japon a été encore plus remarquable: elles sont passées de moins de 20 millions de dollars en 1954 à plus de 1.4 milliard de dollars l'an dernier -- c'est dire qu'elles se sont multiplié par soixante-quinze. On observe la même tendance dans d'autres domaines, comme l'investissement et le tourisme. Il n'est donc pas étonnant que le Japon soit devenu au cours des dernières années le deuxième partenaire commercial du Canada.

Je me permets d'ajouter que les consultations politiques entre nos deux gouvernements se sont multipliées ces derniers temps et qu'elles portent désormais sur une gamme beaucoup plus large de sujets d'intérêt commun. Nous attachons une grande importance à ces consultations, notamment en cette période troublée, alors que les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement évoluent dans une direction encore difficilement prévisible. Les avis et les initiatives du gouvernement japonais sur ces questions revêtent pour nous d'autant plus d'importance que nous définissons présentement nos propres positions au sujet du "nouvel ordre économique", à la veille de la prochaine session extraordinaire des Nations Unies sur le développement. A cet égard, nous sommes fort conscients du fait que le Japon est la seule puissance industrialisée dont les échanges commerciaux sont répartis presque à parts égales entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement et qu'il est le plus grand importateur de matières premières industrielles et de produits agricoles au monde.

Mais il est peut-être plus pertinent de se demander pourquoi le peuple japonais devrait s'engager dans la voie d'une coopération plus étroite avec les Canadiens.